



La Suisse serait moins attractive face à la concurrence internationale

Entreprises

Sept patrons d'entreprise sur dix estiment que la place économique suisse est en train de perdre ses avantages par rapport à la concurrence internationale, selon une étude. En cause: la réglementation, la fiscalité et les infrastructures.

Globalement, la Suisse reste la première place européenne pour la recherche et développement, mais attire moins de sièges mondiaux et de dirigeants internationaux qu'auparavant, relève une étude du cabinet international de conseil en stratégie McKinsey et de la Chambre de commerce suisse-américaine publiée mercredi.

Au total, 70% des directeurs généraux interrogés dans l'étude estiment que la Suisse a perdu de son attractivité au niveau international. En cause: la ré-

glementation, la fiscalité et les infrastructures.

La majorité des patrons critiquent l'allongement des procédures d'approbation pour les investissements dans les projets d'infrastructure ou les permis de travail pour les talents étrangers (70%), l'instauration de l'impôt minimum de l'OCDE (65%) et les goulets d'étrangle-

ment en matière d'infrastructures (60%). Les tensions géopolitiques, les nouvelles barrières commerciales, les incertitudes dans les relations avec l'Union européenne (UE) et la vigueur du franc représentent d'autres désavantages concurrentiels, selon eux.

Les mesures à prendre

Pour préserver à long terme l'attractivité de la Suisse, l'étude identifie cinq domaines d'action prioritaires: les talents internationaux, les procédures réglementaires, la prévisibilité fiscale, les infrastructures ainsi que le positionnement stratégique de la Suisse vis-à-vis de l'UE, des Etats-Unis et de l'Asie.

Selon les auteurs, une place économique forte ne se caractérise pas par une déréglementation à tout prix, mais par «des conditions-cadres efficaces, proportionnées et prévisibles, qui permettent l'innovation, les investissements et la croissance».

L'étude relève par ailleurs le rôle clé des multinationales dans l'économie suisse.

Ces dernières ne représentent certes que 6% des entreprises établies en Suisse, mais elles génèrent tout de même 42% du produit intérieur brut (PIB) helvétique et sont à l'origine des trois quarts de la croissance économique nominale depuis 2014. ats



Selon les patrons interrogés, la Suisse doit naviguer avec plusieurs désavantages concurrentiels, dont les incertitudes dans les relations avec l'UE,

Keystone

« La Suisse attire moins de sièges
mondiaux et de dirigeants
internationaux qu'auparavant.